



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service du commissariat des armées
Plate-Forme Commissariat Sud-Est
Division Achats Publics
Bureau Achats**

RÉGLEMENT DE CONSULTATION DAF_2023_001982

Appel d'offres ouvert (AOO)

(art. L.2124-2, R.2124-2 et R.2161-2 à 5 du CCP)

Relatif à la:

**FOURNITURE DE LUNETTES SOLAIRES ZONE ENNEIGEE
AU PROFIT D'ORGANISMES DU MINISTERE DES ARMEES**

**Date et heure limite de remise des plis et des échantillons :
vendredi 11 avril 2025 à 11h00, délai de rigueur**

**La signature électronique n'est requise pour aucun document au moment du
dépôt de l'offre, mais elle le sera pour l'entreprise qui sera retenue.**

INFORMATIONS PRELIMINAIRES
Coordonnées du Pouvoir Adjudicateur

**Monsieur le directeur
de la Plate-Forme Commissariat Sud-Est
Quartier Général Frère
BP 90226
69362 LYON Cedex 07**

N° SIRET de la PFC Sud-Est: 130 015 365 00013 / N° SIRET de l'Etat : 110 002 011 00044

n° Intracommunautaire : FR 86 130 015 365

Code APE : 8422Z Défense

IMPORTANT

POINTS DE VIGILANCE DEMATERIALISATION ET SIGNATURE ELECTRONIQUE

La passation de la présente consultation est dématérialisée et le seul support de communication et moyen de transmissions, (demandes d'informations...) est la [Plate-forme des Achats de l'Etat](#) (PLACE).

Lors de l'envoi d'informations par les moyens de transmission cités ci-dessus, le pouvoir adjudicateur doit être en mesure de pouvoir identifier formellement la provenance de ceux-ci. Pour ce faire et afin d'éviter tout litige, le transmetteur devra faire figurer obligatoirement : le nom de la société, son adresse, son numéro de téléphone ainsi que son adresse courriel.

En ce qui concerne ces moyens matériels ou dématérialisés de transmission, ceux-ci devront être vierges de tous virus et ne pas être altérés. Dans le cas contraire, le pouvoir adjudicateur refusera tout document infecté ou altéré et en avertira le candidat. Celui-ci pourra retransmettre un nouveau document non corrompu, **dans le cas où le délai initial mentionné** par le pouvoir adjudicateur, **n'est pas expiré.**

Les candidats doivent s'assurer des courriers reçus via la PLACE (« spam » courriers « indésirables »). En cas de changement de coordonnées téléphonique, postale ou messagerie, le candidat devra avertir la PFC SE.

Depuis le 1er octobre 2018, les documents de la consultation dont la signature électronique est requise doivent être signés au moyen d'une signature électronique avancée basée sur un certificat de signature qualifié conforme au règlement européen n° 910/2014 du 23 juillet 2014 dit « eIDAS ».

Toutefois les certificats de signature conforme au RGS** ou équivalent émis avant le 1er octobre 2018 demeurent valables jusqu'à leur date de fin de validité.

L'annexe 2 au présent Règlement de la consultation « Dépôt dématérialisé et signature électronique » présente les modalités à respecter par les candidats liés à la dématérialisation ainsi qu'à la signature électronique.

Pour le dépôt des plis (candidatures, offres) les modalités de transmission sont précisées à l'article 6.1 du présent règlement de consultation.

Les candidats veilleront spécialement à :

- **Produire dans leur offre respective, et notamment dans leur mémoire technique, l'intégralité des renseignements requis tels que définis à l'article 6.1 du présent règlement particulier de consultation.**
- **Utiliser les documents mis à leur disposition dans le dossier de consultation des entreprises, et en particulier le cadre de mémoire technique lorsque celui-ci leur est imposé.**

Tout manquement aux règles ci-dessus est susceptible d'entraîner le rejet de l'offre au motif de sa non-conformité au règlement de la consultation.

ARTICLE 1- OBJET DE LA CONSULTATION	5
ARTICLE 2- CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE	5
2-1 MODE DE PASSATION	5
2-2 DUREE DE L'ACCORD-CADRE	5
2-3 ALLOTISSEMENT ET ESTIMATION DE L'ACCORD-CADRE	5
2-4 TRANCHES	5
2-5 RESERVATION A UNE CATEGORIE D'OPERATEURS ECONOMIQUES	5
2-6 VARIANTES.....	5
2-7 PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (PSE)	5
2-8 VISITE DES SITES	5
ARTICLE 3- CONDITIONS DE LA CONSULTATION	6
3-1. RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION.....	6
3-2. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	6
3-3. MODIFICATION DU DOSSIER DE CONSULTATION	6
3-4. QUESTIONS EN COURS DE CONSULTATION	6
ARTICLE 4- MODALITES ET FORME DE LA CANDIDATURE.....	7
4-1. DISPOSITIONS RELATIVES A LA SOUS-TRAITANCE	7
4-2 DISPOSITIONS RELATIVES AU GROUPEMENT	7
ARTICLE 5- SECURITE ET PREVENTION	7
ARTICLE 6- MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX DE REGLEMENT	7
6-1 CONTENU DES PRIX	7
6-2 FORME ET REVISION DES PRIX	8
ARTICLE 7- PRESENTATION ET ENVOI DES CANDIDATURES, DES OFFRES ET DES ECHANTILLONS	8
7-1 MODALITES DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES PAR VOIE ELECTRONIQUE	8
7-1-1 COMPOSITION DU DOSSIER DE CANDIDATURE	9
7-2 ECHANTILLONS	12
7-2-1 NATURE ET DESTINATION DES ECHANTILLONS.....	12
7-2-2 PRESENTATION DES ECHANTILLONS	12
7-2-3 ENVOI OU LIVRAISON DES ECHANTILLONS	13
7-2-4 CONSERVATION DES ECHANTILLONS.....	13
7-2-5 CONDITION DE RESTITUTION DES ECHANTILLONS CORRESPONDANT AUX OFFRES NON RETENUES .	13
7-3 DATE LIMITE DE RECEPTION DES PLIS ET DES ECHANTILLONS.....	14
7-4 DELAI DE VALIDITE DES OFFRES.....	14
ARTICLE 8- CONDITIONS D'ATTRIBUTION DE L'ACCORD-CADRE	14
8-1 ENREGISTREMENT DES PLIS	14
8-2 ADMISSIBILITE DES CANDIDATURES.....	14
8-3 JUGEMENT DES OFFRES	14
8-3-1- EXAMEN ET REGULARISATION DES OFFRES.....	14
8-3-2 CRITERES D'ATTRIBUTION.....	14

8-4 NEGOCIATION	16
8-5 DOCUMENTS A TRANSMETTRE AU STADE DE L'ATTRIBUTION.....	16
ARTICLE 9- MODE DE REGLEMENT DE L'ACCORD-CADRE	17
ARTICLE 10- VOIES ET DELAIS DE RECOURS	17
ARTICLE 11 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	18

ARTICLE 1- OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation a pour objet la fourniture et la livraison de lunettes solaires zone enneigée au profit du Ministère des Armées. Il s'agit de la relance du lot n°1 ayant été classé sans suite lors de la procédure n°2021-000402 et dont l'avis de publicité avait été publié sur les supports suivants :

- BOAMP sous le n°21-110276 du 12/08/2021
- JOUE sous le n°2021/S156-411557 du 12/08/2021

Code CPV : 33734000-4 « Lunettes »

ARTICLE 2- CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE

2-1 MODE DE PASSATION

La présente consultation est passée sous la forme d'un **appel d'offre ouvert** selon les dispositions des articles R.2161-2 à 5 du Code de la Commande publique.

Elle donnera lieu à un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire (cf art.2.3 infra).

2-2 DUREE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est conclu pour une durée de 4 ans ferme (48 mois) à compter de sa date de notification.

2-3 ALLOTISSEMENT ET ESTIMATION DE L'ACCORD-CADRE

Cette procédure est composé d'un lot unique.

L'accord-cadre ne comporte pas de minimum et comporte un maximum en quantité comme suit :

INTITULES	QUANTITES ESTIMEES (sur durée totale de l'accord-cadre)	QUANTITE MAXIMUM (sur durée totale de l'accord-cadre)	MONTANTS ESTIMES € HT (sur durée totale de l'accord-cadre)
Lunettes solaires zone enneigée	60 000 paires	78 000 paires	3 600 000,00 EUR

Les prestations à la charge du titulaire sont définies au CCTP n° 2023_001982 et ses annexes.

2-4 TRANCHES

Sans objet.

2-5 RESERVATION A UNE CATEGORIE D'OPERATEURS ECONOMIQUES

La consultation n'est pas réservée à une catégorie particulière d'opérateurs économiques.

2-6 VARIANTES

Les variantes ne sont pas autorisées.

2-7 PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (PSE)

Les prestations supplémentaires éventuelles (PSE) ne sont pas autorisées.

2-8 VISITE DES SITES

Sans objet.

ARTICLE 3- CONDITIONS DE LA CONSULTATION

3-1. RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION

Profil acheteur du pouvoir adjudicateur, la PLATEFORME DES ACHATS DE L'ETAT (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

3-2. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le présent dossier de consultation est composé des documents suivant :

- Le présent règlement de consultation et ses annexes :
 - RC_ANX_1_ Attestation d'identification de l'offre
 - RC_ANX_2_ Dépôt dématérialisé et signature électronique
 - RC_ANX_3_Label_UAF (Mesure du plan ACTION PME du ministère des Armées, le label UAF a été créé pour favoriser l'accès des PME et ETI à de nouveaux marchés)
- CCAP et ses annexes :
 - CCAP_ANX_1_Attestation relative au paiement de la TVA et des droits de douane
- Le CCTP et ses annexes :
 - CCTP_ANX1_Documents de référence applicables
 - CCTP_ANX2_Lieux de livraison
 - CCTP_ANX3_Fiche produit interarmées habillement – Lunettes à neige (FPIH SCA 8465-0052)
 - CCTP_ANX4_Notice technique interarmées habillement (NTIH) n° SCA-0000-002 relative au conditionnement, l'emballage, palettisation de juillet 2021 V8
 - CCTP_ANX5_Spécification Technique Générale (STG) applicable aux marchés publics de mars 2015
- Le bordereau de prix unitaires (BPU) ;
- La fiche technique valant engagement.

Il appartient aux candidats de vérifier la composition de leur dossier. Aucune réclamation ou prorogation de délai ne peut être recevable à la suite du retrait d'un dossier incomplet.

3-3. MODIFICATION DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le pouvoir adjudicateur peut apporter des modifications au dossier de consultation au plus tard six (6) jours calendaires avant la date limite de réception des plis, les candidats devront répondre sur la base du DCE ainsi modifié, le cas échéant, sans pouvoir élever de réclamation.

3-4. QUESTIONS EN COURS DE CONSULTATION

Pendant la consultation, les candidats peuvent poser des questions uniquement via la PLACE sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Les candidats pourront poser des questions au plus tard dix (10) jours calendaires avant la date limite de réception des plis.

Le pouvoir adjudicateur pourra répondre aux questions au plus tard six (6) jours calendaires avant la date limite de réception des plis.

ARTICLE 4- MODALITES ET FORME DE LA CANDIDATURE

4-1. DISPOSITIONS RELATIVES A LA SOUS-TRAITANCE

Sans objet.

4-2 DISPOSITIONS RELATIVES AU GROUPEMENT

Les opérateurs économiques sont autorisés à se porter candidat sous forme de groupement solidaire ou de groupement conjoint, sous réserve du respect des règles relatives à la concurrence. Ils indiqueront clairement dans l'acte d'engagement, le nom et la qualité du mandataire. Chaque entreprise du groupement produira l'intégralité des documents exigés dans la candidature à l'exception de la lettre de candidature (DC 1) ou DUME qui sera joint au dossier du mandataire.

L'appréciation des capacités d'un groupement d'opérateurs économiques est globale. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des capacités requises pour exécuter l'accord-cadre (Art. R. 2142-25).

La composition du groupement ne peut pas être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché.

Le groupement est :

- conjoint lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement s'engage à exécuter la ou les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans le marché ;
- solidaire lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur exige que le mandataire du groupement conjoint soit solidaire, pour l'exécution de l'accord-cadre, de chacun des membres du groupement (article R.2142-24 du code de la Commande Publique).

ARTICLE 5- SECURITE ET PREVENTION

Les dispositions de l'article 5 du CCAG/FCS relatives aux obligations de discrétion et aux mesures de sécurité sont applicables au présent accord-cadre.

Le personnel doit respecter les règles de conduite, les directives et les consignes arrêtées par l'organisme bénéficiaire responsable des lieux pour assurer la sécurité des personnes, des installations et des biens (sécurité incendie, non utilisation des téléphones, photocopieurs et autres équipements du site...).

ARTICLE 6- MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX DE REGLEMENT

6-1 CONTENU DES PRIX

Le candidat est informé que le présent accord-cadre est conclu en euros.

Les modalités applicables au délai de paiement et au mode de règlement sont précisées dans le CCAP applicable à l'accord-cadre.

Les prix initiaux sont réputés établis aux conditions économiques en vigueur à la date de limite de réception des plis. Ils sont exprimés en euros à deux décimales HT et TTC.

Les candidats établis hors de l'Union Européenne doivent indiquer les prix hors TVA, frais de douane compris.

Les prix initiaux de l'accord-cadre sont décomposés conformément à l'article 8 CCAP.

Les prix sont réputés comprendre :

- le prix des articles ;
- toutes charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les fournitures ;
- les frais afférents :
 - o au conditionnement, au stockage, à l'emballage ;
 - o aux mises en conformité, aux traitements ;
 - o au coût de la main d'œuvre ;
 - o à l'assurance ;
 - o **au transport jusqu'au lieu de livraison indiqué sur les bons de commande, les opérations de chargement, de déchargement, ... ;**
 - o à toutes les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires ;
 - o aux frais et droits de douanes, pour les fournitures en provenance d'un pays tiers à l'Union Européenne, sauf en cas d'importations en suspension de droits de douane réalisées en application des dispositions du règlement CE n° 150/2003 du 21/01/2003, portant suspension des droits de douane sur certains armements et équipements militaires¹.

6-2 FORME ET REVISION DES PRIX

Les prix sont unitaires, définitifs et révisables selon les dispositions citées à l'article 8.3 du CCAP 2023-001982.

ARTICLE 7- PRESENTATION ET ENVOI DES CANDIDATURES, DES OFFRES ET DES ECHANTILLONS

7-1 MODALITES DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES PAR VOIE ELECTRONIQUE

Dans le cadre de la présente procédure, seules les candidatures et offres présentées par voie électronique seront étudiées. **Les documents de la candidature et de l'offre seront rédigés exclusivement en langue française.**

La procédure de réponse par voie électronique est détaillée dans le guide de la PLACE sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr>. L'envoi d'un pli par voie électronique nécessite une inscription préalable.

Aucun pli papier ne sera accepté.

Dans le cas où un candidat souhaiterait compléter ou modifier un dossier déjà transmis, il devra transmettre à nouveau un dossier complet avant la date limite de réception des plis. Seule la dernière offre transmise sera examinée par l'administration.

Dans le cas contraire le pouvoir adjudicateur rejettera à la fois la candidature et l'offre de la société.

La transmission des documents relatifs à la candidature et à l'offre mentionnés ci-après est obligatoire.

¹ cf annexe 1 au CCAP : attestation relative au paiement de la TVA et des droits de douane

7-1-1 COMPOSITION DU DOSSIER DE CANDIDATURE

Les pièces du dossier de candidatures seront uniquement à fournir par le(s) seul(s) attributaire(s). Conformément à l'article R.2144-7 du Code de la commande publique, le marché public ne pourra être attribué au soumissionnaire ayant présenté l'offre la plus avantageuse que sous réserve qu'il produise l'ensemble des pièces listées ci-après, dans le délai qui lui sera imparti.

Le dossier de candidature de chaque candidat sera constitué des pièces suivantes :

- Une attestation d'assurance en cours de validité ;
- Les candidats peuvent présenter, pour tous les lots, leur candidature sous la forme de Document Unique de Marché Européen (DUME) en renseignant le formulaire disponible sur le site de la PLACE ou sur le site <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>.

Le candidat renseignera tous les paragraphes le concernant et les alinéas suivants du paragraphe IV :

Chiffre d'affaires global des 3 dernières années ;

Chiffre d'affaires annuel moyen spécifique sur les 3 dernières années. Si la société est de création récente, préciser la date de création ;

Effectif de la société (moyenne sur les 3 dernières années) ;

- Nombre de cadres
- Effectifs moyens annuels

Moyens et capacité de production, outillage, matériels et équipements techniques disponibles pour l'exécution du marché afin de démontrer sa capacité professionnelle à réaliser des protections oculaires pour atteindre le niveau de performances requis ;

Existence d'une organisation basée sur un système d'assurance qualité:

- soit en fournissant la copie certifiée conforme du certificat de système d'assurance qualité attribué par un organisme accrédité ;
 - soit en présentant un manuel d'assurance qualité décrivant les dispositions générales prises par l'entreprise.
-
- Les candidats ne souhaitant pas utiliser le DUME doivent transmettre les mêmes éléments, à l'aide des documents suivants :
- 1) la lettre de candidature (imprimé *DC1*) ;
 - 2) la déclaration du candidat (imprimé *DC2*) ;
 - 3) la délégation de pouvoir du dirigeant de la société, habilitant la personne qui signe tous les documents au titre du marché à engager la société, le cas échéant .

Une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché public.

Le dossier de candidature devra impérativement indiquer, pour le correspondant en charge du dossier, un numéro de téléphone et une adresse mail valides. Cette dernière sera utilisée pour les informations et notifications dématérialisées via la Plate-Forme des Achats de l'Etat (PLACE).

En cas de groupement ou de sous-traitance, les renseignements d'ordre juridique devront être fournis par chaque cotraitant ou par chaque sous-traitant.

7-1-2 COMPOSITION DU DOSSIER D'OFFRE

Le candidat doit fournir au titre de son offre technique et financière les éléments suivant :

- 1) L'attestation d'identification simplifiée fournie par le pouvoir adjudicateur dans le dossier de consultation ;
- 2) Le Bordereau des prix unitaires (BPU), réponse à fournir obligatoirement sur le support fourni par l'administration sous format PDF et .xls;
- 3) la fiche technique valant engagement, à fournir obligatoirement sur le support de l'administration; ;
- 4) les échantillons (cf. article 6-2 du présent règlement de consultation) ;
- 5) une attestation prouvant que le matériel répond aux normes en vigueur ;
- 6) un relevé d'identité bancaire ou postal ;
- 7) Tout document jugé utile à la compréhension de l'offre.

IMPORTANT :

L'attention des candidats est rappelée sur le fait que, lorsqu'aucune négociation n'est prévue, toute offre incomplète sera susceptible d'être écartée dès lors que le pouvoir adjudicateur décidera de ne pas mettre en œuvre la procédure de régularisation prévue à l'article 8.3.1 du présent règlement.

Afin de faciliter l'analyse de leurs offres, d'améliorer les délais de traitement de leurs dossiers et de limiter les déchets, les candidats sont invités à ne produire que les documents demandés par le présent règlement de consultation.

7-1-3 SIGNATURE DE L'OFFRE

Par application de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, le candidat doit respecter les conditions relatives :

- Au certificat de signature du signataire,
- à l'outil de signature utilisé conformément à ce qui est indiqué dans l'annexe « Dépôt dématérialisé et signature électronique »

Documents devant être signés électroniquement conformément à l'annexe 2 du présent RC

:

- **L'acte d'engagement** daté et signé (par le candidat unique, par chaque membre du groupement ou par le mandataire accompagné des pouvoirs des co-traitants)
- **DC4** en cas de sous-traitance signé par le titulaire et le sous-traitant

IMPORTANT :

La signature électronique de l'offre n'est pas obligatoire au moment de son dépôt.

Seul l'attributaire pressenti, sera amené à signer électroniquement son offre (acte d'engagement) avant notification du marché.

Pour les modalités évoquées ci-dessus, les candidats veillent à respecter les recommandations ainsi que les consignes figurant dans l'annexe 2 « Dépôt dématérialisé et signature électronique » du présent Règlement de la consultation.

7-1-4 COPIE DE SAUVEGARDE

Le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde avant la date et l'heure limite de remise des plis.

Cette copie de sauvegarde doit être transmise sous pli scellé portant les mentions suivantes :

<p style="text-align: center;">NE PAS OUVRIR « COPIE DE SAUVEGARDE »</p> <p style="text-align: center;">AOO relatif à la fourniture de lunettes solaire zone enneigée au profit d'organismes du Ministère des Armées et des anciens combattants.</p> <p style="text-align: center;">CCAP_2023_001982</p> <p style="text-align: center;">NOM de la société :</p>
--

- transmise par voie postale, **sous pli recommandé avec accusé de réception** à :

Plate-Forme Commissariat Sud-Est
Division Achats Publics/Bureau Achats/Section marchés 3/ Bât. 4 –1^{er} étage
Quartier Général Frère
BP 90226
69362 LYON CEDEX 07

Ou

- transmise par porteur, transporteur...

Plate-Forme Commissariat Sud-Est
Division Achats Publics/Bureau Achats/Section marchés 3/ Bât. 4 –1^{er} étage
Quartier Général Frère
22 avenue Leclerc
69007 LYON
aux heures ouvrables du service :

<i>du lundi au jeudi</i>	⇒	<i>9 heures - 11 heures 30 / 13 heures 30 - 16 heures</i>
<i>le vendredi</i>	⇒	<i>9 heures - 11 heures</i>

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les deux cas prévus à l'article 2-II de l'arrêté du 27 juillet 2018, fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde :

- en cas de détection d'un programme informatique malveillant dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique ;
- en cas de candidature ou d'offre électronique reçue de façon incomplète, hors délais ou n'ayant pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Si un programme informatique malveillant est détecté, la copie de sauvegarde est écartée par l'acheteur.

La copie de sauvegarde doit être conservée en cas d'ouverture, conformément aux dispositions des articles R.2184-12 et 13 du Code de la commande publique.

Si elle n'a pas été ouverte ou si elle a été écartée suite à la détection d'un programme malveillant, celle-ci serait détruite.

7-2 ECHANTILLONS

7-2-1 NATURE ET DESTINATION DES ECHANTILLONS

Au titre des échantillons, les candidats doivent présenter à la personne publique **quatre (04) paires de lunettes solaire zone enneigée**, obligatoirement accompagnées d'une fiche descriptive valant engagement et tout autre document jugé utile.

Les échantillons sont définis comme l'exemplaire d'un produit servant à la sélection des offres et font partie de l'offre du soumissionnaire. A ce titre, les échantillons doivent se conformer aux spécifications du CCTP et ses annexes. Ils font l'objet de tests en conditions opérationnelles.

Les produits délivrés au titre de l'accord-cadre seront de coloris noir ou gris.

Toutefois, les échantillons présentés peuvent être réalisés dans un coloris différent. Dans ce cas, une acceptation définitive du coloris sera faite ultérieurement avec le titulaire de l'accord-cadre avant la première mise en fabrication.

Aucun candidat n'est dispensé de la présentation d'échantillons. Tout dépôt incomplet entraînera le rejet de l'offre correspondante.

En l'absence totale ou partielle d'échantillons, ou en cas de dépôt hors délai, l'offre est considérée comme irrégulière et est rejetée.

Les composants présentés devront avoir les mêmes caractéristiques que celles des composants que les industriels se proposent d'utiliser après attribution du marché.

7-2-2 PRESENTATION DES ECHANTILLONS

Le colis porte obligatoirement la mention :



Les articles déposés à titre d'échantillon portent les marquages relatifs aux conditions d'emploi et/ou à la taille. Aucune indication sur l'échantillon ne doit permettre d'identifier l'identité du soumissionnaire.

Chaque échantillon sera obligatoirement accompagné :

- d'une fiche technique valant engagement (annexe 2 à l'acte d'engagement),
- d'une étiquette amovible comportant les renseignements suivants :
 - o la raison sociale du soumissionnaire,
 - o la référence du CCAP n° 2023_001982.
 - o Désignation de l'échantillon.

7-2-3 ENVOI OU LIVRAISON DES ECHANTILLONS

Les échantillons doivent être adressés ou déposés séparément des offres.

Les soumissionnaires prennent à leur charge :

- les matières et composants ;
- les frais de transport ;
- les formalités de droits et frais de douane nécessaires à l'envoi des échantillons, le cas échéant.

En cas d'envoi, les échantillons doivent être adressés à l'adresse suivante :

Plate-Forme Commissariat Sud-Est
Division Achats Publics/ Section Marchés 3 - Bât. 4 –1^{er} étage
Quartier Général Frère
BP 90 226
69362 LYON CEDEX 07

En cas de dépôt sur site :

La livraison des échantillons s'effectue contre récépissé et uniquement sur rendez-vous.

Les candidats prendront impérativement rendez-vous au moins 72 heures avant la livraison par mail ou par téléphone, aux heures ouvrables du service :

Sergent MARTINEZ : ☎ 04 37 27 31 10 - ✉ julien5.martinez@intradef.gouv.fr

Mme GIBERT : ☎ 04 37 27 33 71 - ✉ valerie.gibert@intradef.gouv.fr

Heures ouvrables du service :

du lundi au jeudi ⇨ 9 heures - 11 heures 30 / 13 heures 30 - 16 heures

le vendredi ⇨ 9 heures - 11 heures

Les modalités et le lieu de livraison seront communiquées lors de la prise de rendez-vous.

7-2-4 CONSERVATION DES ECHANTILLONS

Les échantillons acceptés avec ou sans réserve, correspondent à l'exemplaire d'un produit servant à la sélection des offres et seront conservés par la personne publique.

En conséquence, lors de l'exécution et livraison des prestations, le niveau de qualité des produits livrés ne doit en aucun cas être inférieur à celui des échantillons présentés et retenus.

7-2-5 CONDITION DE RESTITUTION DES ECHANTILLONS CORRESPONDANT AUX OFFRES NON RETENUES

Les échantillons devenus inutilisables par suite d'examens ou d'essais techniques ne peuvent donner lieu ni à paiement, ni à indemnités par la personne publique.

Les échantillons non retenus, non détruits pour analyses ou non dégradés par les essais sont à reprendre par les candidats à leurs frais dans un délai de 60 jours suivant la publication de l'avis d'attribution. Passé ce délai, les échantillons non repris sont abandonnés gratuitement par les candidats.

Prendre impérativement contact pour la récupération des échantillons, au moins 72 heures avant , auprès de :

Sergent MARTINEZ : ☎ 04 37 27 31 10 - ✉ julien5.martinez@intradef.gouv.fr

Mme GIBERT : ☎ 04 37 27 33 71 - ✉ valerie.gibert@intradef.gouv.fr

7-3 DATE LIMITE DE RECEPTION DES PLIS ET DES ECHANTILLONS

**Date et heure limites de réception des plis et des échantillons :
vendredi 11 avril 2025 à 11h00**

Les dossiers qui parviennent après les date et heure limites de dépôt ne sont pas pris en considération.

Les candidats doivent s'assurer de l'acheminement de leur dossier et des échantillons pour la date, l'heure et le lieu prévus.

7-4 DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à neuf (9) mois suivant la date limite de réception des plis.

ARTICLE 8- CONDITIONS D'ATTRIBUTION DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre sera attribué au soumissionnaire ayant formulé l'offre économiquement la plus avantageuse.

8-1 ENREGISTREMENT DES PLIS

Les offres sont enregistrées dès leur réception dans leur ordre d'arrivée.

8-2 ADMISSIBILITE DES CANDIDATURES

L'attributaire pressenti devra fournir les éléments listés à l'article 7.1.1 « candidature » du présent règlement de la consultation afin de démontrer qu'ils disposent des capacités financières, techniques et professionnelles pour réaliser les prestations qui font l'objet de l'accord-cadre.

Conformément à l'article R.2144-2 du Code de la Commande Publique, si les documents cités à l'article 7.1.1 sont absents ou incomplets, le pouvoir adjudicateur peut demander au(x) candidat(s) de compléter le dossier de candidature dans un délai approprié. Si passé ce délai le dossier n'est pas complet, la candidature est déclarée irrecevable et est éliminée.

8-3 JUGEMENT DES OFFRES

8-3-1- EXAMEN ET REGULARISATION DES OFFRES

Les offres irrégulières, inappropriées ou inacceptables sont éliminées. Toutefois, l'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

8-3-2 CRITERES D'ATTRIBUTION

Le classement des offres sera effectué comme suit :

- Analyse de la conformité et respect des exigences du CCP ;
- Et à partir des critères d'évaluation des offres tels qu'énoncés ci-dessous, avec leur pondération :

Critères	Coefficient
<u>Critère n°1 : technique / 100 points</u> Ce critère sera jugé sur la base des fiches techniques valant engagement et des échantillons qui feront l'objet de tests en atelier et sur le terrain,	70 %

conformément aux appréciations décrites ci-dessous et sur 100 points répartis comme suit :

Sous critère : Fonction, résistance, normes, filtration, photochromie - 40 points

- Protection latérale
- Résistance de la monture et des verres
- Efficacité traitement antibuée
- Certificats CE relatifs aux fonctions demandées (filtration UV et photochromie notamment)
- Conception housse et étui

Modalité de jugement

- Défaut mineur* de 0,5 à 4 points de retrait
- Défaut majeur** de 4,5 à 10 points de retrait
- Défaut critique*** = élimination de l'offre

Si note < 25 ou défaut critique => élimination de l'offre

Sous critère : Marquages et notice - 10 points

- Lisibilité de la notice d'emploi et d'entretien en langue française : clarté, mode d'emploi, normes et pictogrammes

Modalité de jugement

- Défaut mineur* de 0,5 à 2 points de retrait
- Défaut majeur** de 2,5 à 5 points de retrait
- Défaut critique*** => élimination de l'offre

Si note < 5 ou défaut critique => élimination de l'offre

Sous critère : Exigences technico-fonctionnelles - 50 points

Analyse effectuée sur les échantillons, conformément au protocole de tests au porter utilisateur ci-dessous

- Fonction photochromie : 10 points
- Traitement anti-buée et ventilation : 10 points
- Ergonomie et confort : 10 points
- Protection latérale : 10 points
- Tenue et maintien : 10 points

Modalité de jugement

- Défaut mineur* de 0,5 à 4 points de retrait
- Défaut majeur** de 4,5 à 10 points de retrait
- Défaut critique*** = élimination de l'offre

Si note < 35 ou défaut critique => élimination de l'offre

NOTE TECHNIQUE GLOBALE/100 points

Si note inférieure à 65 OU si échantillon non conforme => élimination

Critère n°2 : Prix / 100 points Ce critère sera jugé sur le prix unitaire TTC par application de la formule suivante : $\frac{\text{Prix le plus bas}}{\text{Prix de l'offre examinée}} \times 100$	20%
Critère n°3 : Environnemental / 100 points Taux de recyclage des produits proposés par rapport aux différents composants. Ce critère sera jugé selon la formule suivante : $\frac{\text{Taux de recyclage examiné}}{\text{Taux de recyclage le plus élevé}} \times 100$	5 %
Critère n°4 : Délai de livraison / 100 points Le délai de livraison proposé par l'opérateur économique dans l'annexe n° 1 à l'acte d'engagement et sera analysé selon la formule suivante : $\frac{\text{Délai de livraison le plus court}}{\text{Délai de livraison examiné}} \times 100$ <p>Ce délai ne doit pas excéder 180 jours calendaires.</p>	5 %

*Défaut considéré comme mineur lorsqu'il autorise l'utilisation des articles et n'en n'affecte pas leur usage.

**Défaut considéré comme majeur lorsqu'il nuit à la présentation des articles et en limite l'usage.

***Défaut critique = non-conformité.

Le critère technique et la conformité sont appréciés au vu des échantillons fournis, en fonction du respect des caractéristiques mentionnées au CCTP n° 2023_001982.

Afin de comparer toutes les offres de prix équitablement, en présence notamment de candidatures étrangères ou de candidats non soumis à la TVA l'administration tiendra compte du montant de la TVA.

Un classement est ensuite établi dans l'ordre décroissant des notes totales obtenues. L'offre jugée économiquement la plus avantageuse sera retenue. En cas d'égalité entre plusieurs candidats, le candidat retenu est celui qui a obtenu la meilleure note au critère le plus fortement pondéré.

8-4 NEGOCIATION

Sans objet.

8-5 DOCUMENTS A TRANSMETTRE AU STADE DE L'ATTRIBUTION

a) Les exigences de candidatures précitées à l'article 6.1 du présent RC ;

b) Au visa des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique ;

Le marché est ensuite attribué au candidat dont l'offre sera classée première, sous réserve de l'obtention par le pouvoir adjudicateur, sous **dix jours calendaires à compter de la demande de l'administration**, des documents ci-dessous.

Les candidats sont dispensés de fournir ces documents s'ils sont accessibles gratuitement en ligne par l'acheteur public (mise à disposition d'informations administrée par un organisme officiel ou d'un espace de stockage). **Ce procédé suppose toutefois que les candidats fournissent l'ensemble des informations nécessaires à la consultation de ces outils numériques : sites, liens, codes.**

- Les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail. Ces pièces sont à produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché.
- Les attestations et certificats arrêtés au 31 décembre 2021 délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales.

Si le titulaire recourt à des salariés détachés il doit produire en plus des documents énumérés ci-dessus et dans le même délai, les justificatifs exigés à l'article L.1262-2-1 du code du travail.

Afin de satisfaire aux obligations réglementaires, le candidat établi dans un Etat autre que la France produit un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

c) Acte d'engagement –ATTRI1

Dans le cas où le document ne serait pas transmis lors du dépôt de l'offre, **l'attributaire devra compléter et signer électroniquement** (personne habilitée ou mandataire en cas de groupement) le formulaire ATTRI1 (acte d'engagement).

Si le candidat ne fournit pas les documents ci-dessus dans le délai prévu, son offre sera rejetée et la même demande sera présentée au candidat suivant dans le classement des offres.

Les candidats sont avisés de l'attribution ou de la non attribution de l'accord-cadre.

Cette décision sera envoyée par l'intermédiaire de la PLACE, à charge aux candidats de relever leur messagerie, et éventuellement de vérifier dans leur boîte de réception les courriels « SPAM » et/ou « indésirable » provenant du Ministère des Armées.

ARTICLE 9- MODE DE REGLEMENT DE L'ACCORD-CADRE

Le titulaire de l'accord-cadre sera payé par virement administratif, sur un compte ouvert dans un établissement bancaire ou postal.

Le comptable public en charge du paiement figure à l'article 11.2 du CCAP.

ARTICLE 10- VOIES ET DELAIS DE RECOURS

La juridiction compétente est le Tribunal Administratif de LYON – 184, rue Duguesclin – 69003 LYON.

- ✓ **Référé précontractuel** : avant la signature du marché (article L.551-1 du code de justice administrative).
- ✓ **Référé suspension** : avant la signature du marché (article L.521-1 du code de justice administrative).

- ✓ **Référé contractuel** : après la signature du marché (article L.551-13 du code de justice administrative).
- ✓ **Recours en contestation de la validité du contrat** dans un délai de deux mois à compter de la publication de l'avis de publicité de la conclusion du contrat. Cet avis prendra la forme d'un avis d'attribution et sera publié sur les mêmes supports que l'avis d'appel public à la concurrence.
- ✓ **Recours pour excès de pouvoir** contre la déclaration de sans suite dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision au candidat.

Pour plus d'informations, s'adresser au greffe du Tribunal Administratif de LYON.

ARTICLE 11 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Tout renseignement complémentaire relatif à la présente consultation pourra être obtenu dans les conditions prévues au paragraphe « Informations préliminaires » ou auprès des services suivants :

INTERLOCUTEURS	Bureaux	ADRESSE	TÉLÉPHONE
Acheteur : SGT Julien MARTINEZ julien5.martinez@intradef.gouv.fr	<u>Division Achats Publics</u>	Plate-Forme Commissariat Sud-Est Quartier Général Frère Division Achats Public Bureau achats Section marchés 3 BP 90 226 69 362 LYON CEDEX 07	04.37.27.31.10
PME-PMI	<u>Division Achats Publics</u>	Plate-Forme Commissariat Sud-Est Quartier Général Frère Division Achats Publics BP 90 226 69 362 LYON CEDEX 07	04.37.27.30.05
Service Liquidation Mandatement	<u>Division Finances</u>	Plate-Forme Commissariat Sud-Est Quartier Général Frère Division Finances BP 90 226 69 362 LYON CEDEX 07	04.37.27.33.68
Comptables publics	DDFIP de la Loire 11 rue Mi-Carême BP 20502 42007 SAINT ETIENNE		